

Jacques Hogard à propos de l'opération Turquoise :
« on avait une posture extrêmement militaire au départ, pour ne pas dire guerrière ! Moi je suis parti là-bas avec des casques lourds, des gilets pare-éclats, des obus de mortier et des lance-missiles Milan ! ».

Et sur l'affaire de Bisesero : *« il y a un compte rendu qui s'est perdu. Il y a un certain nombre de choses qui se sont passées, on n'arrive pas très bien à savoir comment. Mais toujours est-il qu'il y a une faille dans le dispositif et que ce n'est que trois jours après que les mesures sont prises ».*

Transcription de l'émission « Le Libre Journal des historiens », diffusée le 1^{er} mai 2019 sur Radio Courtoisie et mise en ligne sur le site internet de cette radio avec le titre suivant : « *La question du Rwanda : le Rwanda 25 ans après* ».

Lien vers l'émission :

<https://www.radiocourtoisie.fr/2019/05/01/libre-journal-des-historiens-du-1er-mai-2019-la-question-du-rwanda-le-rwanda-25-ans-apres/>

*



A GAUCHE : PHILIPPE CONRAD ; A DROITE : JACQUES HOGARD.

NB. – Les principaux bégaiements ainsi que certains acquiescements de complaisance ont été supprimés.

[Générique de l'émission]

[Début de la transcription à 00' 18'']

Voix masculine : Vous écoutez « Le Libre Journal des historiens » dirigé par Philippe Conrad, assisté de Nicole, diffusé en direct sur Radio Courtoisie mercredi 1^{er} mai 2019 de midi à 13 heures 30 et réalisé par Jean-Edouard. N'oubliez pas que Radio Courtoisie est une radio culturelle associative. Afin de sauvegarder une indépendance absolue, Radio Courtoisie refuse toute ressource publicitaire. Radio Courtoisie ne vit que grâce à ses auditeurs. Aidez-nous à demeurer libres. Rendez-vous sur soutenir.radiocourtoisie.fr et accédez à l'ensemble de nos archives à partir de cinq euros par an. Vous pouvez également envoyer votre chèque à Radio Courtoisie, 61 boulevard Murat 75 016 Paris. Vous pouvez intervenir au cours de cette émission par téléphone au 01 46 51 00 85 ou par courrier électronique à courtoisie@radiocourtoisie.fr.

[01' 19'']

Philippe Conrad : Chers auditeurs, bonjour. Bienvenue à l'écoute du « Libre Journal des historiens ». Aujourd'hui, nous allons revenir sur un anniversaire puisqu'il y a 25 ans, avait lieu cette tragédie que fût le massacre des populations tutsi du Rwanda. Question qui fait l'objet de nombreux débats. Et pour cette raison, j'ai invité à nous rejoindre le colonel Hogard, qui a été un acteur sur le terrain des événements concernés et qui s'est ensuite consacré à l'histoire de cet épisode, qui a publié notamment un petit ouvrage intitulé *Les larmes de l'honneur. 60 jours dans la tourmente du Rwanda*, publié aux éditions..., aux éditions Hugo. Alors, Jacques Hogard, merci tout d'abord d'avoir accepté cette invitation. Je voudrais tout d'abord rappeler ce qu'a été l'histoire du Rwanda car c'est une clé absolument indispensable pour comprendre les événements. Et puis ensuite, nous reviendrons avec vous sur cet épisode sanglant du printemps 1994. Et puis également, nous nous efforcerons de répondre à tous ceux qui, depuis, se sont acharnés à vouloir mettre en cause l'armée française pour son intervention, pour l'opération Turquoise, en accusant purement et simplement – en suivant en cela les discours du régime de Kigali –, en accusant purement et simplement l'armée française de complicité de génocide. C'est évidemment une accusation extrêmement lourde et tout à fait inacceptable mais contre laquelle il convient de se mobiliser car la presse mainstream, les grands médias de manière générale se répètent régulièrement sur le sujet sans pour autant avoir mené, bien sûr, sérieusement les enquêtes nécessaires. Mais alors, avant d'aborder ces sujets, je voudrais tout d'abord rendre hommage à un grand absent, notre ami Bernard Lugan...

[03' 36'']

Jacques Hogard : Oui.

[03' 36'']

Philippe Conrad : Avec qui nous avons très souvent, au cours de nos émissions d'histoire, évoqué cette question puisque c'est un spécialiste de cette région. Alors, il est aujourd'hui malheureusement exilé dans sa thébaïde des montagnes centrales – donc il ne peut pas être avec nous –, mais il m'a chargé de saluer les auditeurs de notre émission. Je rappelle ses ouvrages sur la question : *Un génocide en questions*, aux éditions du Rocher, *Contre-enquête sur le génocide*, aux éditions Privat, *François Mitterrand, l'armée française et le Rwanda*, aux éditions du Rocher. Et, de manière plus générale, je rappelle qu'en amont des événements, il avait réalisé, aux éditions du Rocher également, *Une histoire du Rwanda* monumentale qui fait tout à fait référence. Alors, qu'en est-il de ce petit Etat d'Afrique centrale ? C'est une région qui a été colonisée par les Allemands venus de l'Afrique orientale

allemande à l'extrême fin du XIX^{ème} siècle – deux petits royaumes locaux, les royaumes du Rwanda et du Burundi – territoire colonial que les Allemands vont perdre à l'occasion des traités qui vont marquer la fin de la Première guerre mondiale. Et ces territoires du « Ruanda-Urundi », comme on disait à l'époque, vont être remis à la Belgique – déjà présente au Congo – dont lui avait fait cadeau son souverain Léopold II, quelques années auparavant. Et, la particularité de ces royaumes indigènes, c'était l'existence dans les deux cas d'une aristocratie dominante, les Tutsi, population d'origine nilotique, population d'éleveurs, qui, au cours de l'histoire, s'étaient imposés à la majorité de la population hutu, appartenant à la famille bantoue, population d'agriculteurs. Mais il y avait là une sorte de société organique qui s'était constituée au fil de l'histoire, des royaumes anciens. Des gens qui parlaient la même langue, le kinyarwanda, mais qui..., dont le système en quelque sorte, dont la société reposait sur cette distinction tout à fait particulière. Une noblesse dirigeante, donc, la noblesse d'éleveurs, les hommes du bœuf et de la lance, face à une population de paysans, les Hutu, qui correspondaient à l'Afrique de la houe, à une Afrique de cultivateurs. Et, quand les Belges sont arrivés dans cette région, eh bien ils ont pris en compte cette réalité, ils n'ont pas bouleversé cette société indigène traditionnelle. Mais tout a commencé à changer vers le milieu du XX^{ème} siècle, à la veille de la décolonisation et quand celle-ci..., et quand celle-ci a été engagée. Car on a vu à ce moment, notamment sous l'influence des missionnaires inspirés par la Démocratie chrétienne, les populations majoritaires, hutu, revendiquer en quelque sorte l'exercice du pouvoir face à la minorité qui traditionnellement dominait la société locale. Et, dès les indépendances, ça a été le point de départ de conflits fratricides à l'intérieur de ces nouveaux petits Etats, les Tutsi étant la cible des Hutu majoritaires. Et c'est ainsi que se met en place, dans la longue durée, la condition générale qui va permettre d'expliquer les massacres qui ont été perpétrés en 1994. Je renvoie, pour l'analyse de tout cela, aux ouvrages de Bernard Lugan que j'ai cités, qui a particulièrement éclairé, justement, ce qu'était la réalité de ces royaumes traditionnels, qu'il connaissait bien puisqu'il a travaillé au Rwanda et au Burundi. Alors, cette histoire, elle va effectivement mal tourner – si l'on peut dire –, et cela, finalement, assez tôt, dès le début des années 60, Jacques Hogard ?

[08' 10'']

Jacques Hogard : Oui. Alors d'abord merci, cher Philippe Conrad, de m'inviter à cette émission aujourd'hui. Parce que les occasions de prendre la parole sur ce sujet, comme vous l'avez dit, très controversé, dramatique, puisqu'il y a un génocide en 1994... Il s'agit de le dire ! Parce que c'est la vérité. Mais il s'agit aussi de le replacer dans un contexte. Et vous venez de le faire remarquablement, pour cette première tranche de XX^{ème} siècle. Alors ce qui va se passer en 1960, c'est..., ce sont des premiers massacres de Tutsi, d'une certaine ampleur, comme vous venez de l'évoquer, et qui vont provoquer le départ d'une partie de cette élite tutsi vers les pays avoisinants, en particulier vers l'Ouganda. Dans le flux des Tutsi partants, il y a un garçon de quatre ans, qui s'appelle Paul Kagame, qui est issue d'une famille de lignage royal, mais de lignage – Bernard Lugan serait beaucoup plus qualifié que moi pour expliquer les particularités de ce royaume rwandais de l'époque –, de..., d'une famille qui fournissait les reines ! Non pas les rois mais les reines ! Ce qui est encore quelque chose de particulier à savoir. Et Paul Kagame va grandir dans un milieu anglophone, l'Ouganda, va devenir rapidement un allié de la rébellion ougandaise de l'époque, pilotée par Yoweri Museveni, d'ethnie hima d'Ankolé, qui sont les cousins des Tutsi en quelque sorte...

[09' 42'']

Philippe Conrad : Qui sont les cousins des Tutsi.

[09' 43'']

Jacques Hogard : Exactement. Et qui va prendre le pouvoir en Ouganda en renversant le Président Milton Obote, qui lui-même...

[09' 52'']

Philippe Conrad : Qui avait succédé au fameux Idi Amin Dada.

[09' 53'']

Jacques Hogard : Au fameux et terrible Idi Amin Dada effectivement, qui était une caricature de dictateur africain de l'époque, oui. Et..., Paul Kagame va rapidement prendre du galon dans la nouvelle armée ougandaise de Museveni. Il va être envoyé en stage aux Etats-Unis, en particulier à Fort Leavenworth, où il sera camarade de promotion d'un de mes amis, qui est le général Eric de Stabenrath, qu'il retrouvera à Turquoise. C'est assez intéressant à noter. Et qui va devenir le chef des services militaires des renseignements ougandais. Donc comme colonel ougandais, il faut le préciser. Et donc, les événements qui vont démarrer à partir de 1990 sont la conséquence d'une..., comment dirais-je, prise de position trop importante des Tutsi rwandais en Ouganda, qui indisposent en fait Museveni. Et on voit bien que leurs rapports aujourd'hui ne sont plus tout à fait harmonieux comme ils ont pu l'être à une époque. Et Museveni va encourager, en fait, les Tutsi rwandais – sous la houlette de Fred Rwigema, qui est en fait le chef du FPR, du Front patriotique rwandais qui se constitue à ce moment-là, et qui a pour second Paul Kagame –, encourage, en fait, ces Tutsi rwandais à repartir à... l'assaut, si je puis dire, à la reconquête...

[11' 19'']

Philippe Conrad : Du royaume traditionnel rwandais.

[11' 20'']

Jacques Hogard : Du royaume rwandais. Et c'est donc le démarrage des opérations militaires en 90, qui va se traduire par une certaine avancée du FPR, d'emblée parce qu'il est..., ce sont des soldats formés. Les Tutsi, c'est...

[11' 34'']

Philippe Conrad : C'est ça. Il y a une tradition guerrière.

[11' 36'']

Jacques Hogard : Et vous ne l'avez pas dit tout à l'heure mais c'est vrai, outre éleveurs, ils sont des guerriers quand même, les Tutsi. Il faut le rappeler. Les Hutu n'étant pas naturellement des guerriers. Et c'est vrai que, sans la France, à ce moment-là, les..., je pense que le pouvoir hutu aurait été balayé plus rapidement, en tout cas, que la suite va le démontrer.

[11' 58'']

Philippe Conrad : Et alors, on peut se poser la question : qu'est-ce que la France, à ce moment justement, va faire dans cette affaire ?

[12' 05'']

Jacques Hogard : Alors, eh bien, ça c'est...

[12' 07'']

Philippe Conrad : On a vu les Français intervenir, par exemple au Tchad au profit des populations méridionales face aux Toubous qui étaient les dominateurs traditionnels de la zone. Mais le Rwanda ou le Burundi voisin, ce n'est pas la zone d'influence française. Ce sont des pays francophones puisqu'ils ont été soumis à la Belgique. Mais ce n'est pas la zone d'influence française alors que... Qu'allons-nous faire dans cette galère ?

[12' 30'']

Jacques Hogard : Alors..., mais je... Moi je vous dirais, il y a deux... Enfin, moi, j'analyse ça de la manière suivante : il y a deux raisons principales. D'abord, il y a le fait que le Président Habyarimana, qui est arrivé au pouvoir en 73 et qui l'a gardé jusqu'en 94 – 6 avril 94, date de sa mort –, le Président Habyarimana, un Hutu, signe, en 75, des accords de coopération militaire avec la France. Et il y tient beaucoup parce que... Alors, il y avait eu des précédents avec le général de Gaulle et Pompidou mais..., de tentatives de rapprochement. Mais ces accords de coopération en 75, pour Habyarimana sont importants parce qu'ils lui permettent de s'affranchir – un petit peu ! – de la tutelle de l'ancien colonisateur belge, pour se rapprocher naturellement de la France, qui est la puissance francophone par définition. Ça, c'est la première chose. Et c'est...

[13' 21'']

Philippe Conrad : Jacques, excusez-moi de vous couper. C'est un peu l'époque de la présidence Giscard où nous avons une politique très active en Afrique. A la faveur de la guerre froide aussi, on le voit à Kolwezi en 78, les interventions en Mauritanie, au Tchad. Et on a tendance à élargir notre pré carré africain.

[13' 41'']

Jacques Hogard : Oui, tout en voulant aussi nous... partir de toute accusation de néocolonialisme, etc. C'est l'époque de l'indépendance de Djibouti par exemple, en 1977, qui est montée de toute pièce par Giscard d'Estaing parce que les Djiboutiens – Afars principalement et Issas accessoirement – ne voulaient pas de cette indépendance, qu'on les oblige à prendre. Donc, c'est vrai tout ça. Mais, je pense que le facteur initial, c'est celui-là de l'engagement français. Donc, la France s'intéresse tout d'un coup au Rwanda et au Burundi, parce que le Burundi est un... Il faut rappeler aussi la mise en perspective de ces deux faux-frères jumeaux, qui ont des similitudes mais aussi des grandes différences. Et je pense que lorsqu'en 90... Finalement, c'est une armée d'apparence ougandaise qui attaque le Rwanda. Parce que les uniformes, les soldats, les matériels sont militaires ougandais. Et moi je m'en souviens bien parce que j'étais à l'époque à l'état-major de l'armée de terre, chargé des opérations extérieures. Et je me souviens des premiers télex que nous recevions à l'époque, où c'était bien l'armée ougandaise qui était censée attaquer le Rwanda. En réalité, non ! C'était bien des Tutsi, rwandais, de la diaspora, qui attaquaient leurs successeurs au pouvoir, finalement, au Rwanda depuis... 1960.

[15' 09'']

Philippe Conrad : Et avec des moyens fournis par l'Ouganda.

[15' 10'']

Jacques Hogard : Et avec des moyens fournis par l'Ouganda. Et bien entendu derrière, par les Etats-Unis d'Amérique.

[15' 13'']

Philippe Conrad : Ah !

[15' 14'']

Jacques Hogard : Il ne faut pas le négliger.

[15' 16'']

Philippe Conrad : C'est un point évidemment intéressant parce que quel était alors l'intérêt, ou l'objectif des Américains d'avoir cette posture vis-à-vis du Rwanda ?

[15' 28'']

Jacques Hogard : Alors..., je... Le Rwanda en lui-même n'est pas un pays riche avec un sous-sol particulièrement avantage, comme chacun sait. Mais c'est le voisin...

[15' 40'']

Philippe Conrad : Du Kivu.

[15' 40'']

Jacques Hogard : Des terres immensément riches de l'Est zaïrois de l'époque – qu'on appelle aujourd'hui la République démocratique du Congo –, dont le pouvoir à Kinshasa est extrêmement faible et éloigné de ces régions du Kivu et du Shaba que vous citez, et qui regorgent de richesses naturelles dans son sous-sol, de manière absolument scandaleuse, ont dit certains [sourire].

[16' 02'']

Philippe Conrad : Le scandale géologique.

[16' 03'']

Jacques Hogard : Le scandale géologique [sourire] voilà. Et en particulier de..., comment dirais-je, de matières premières extrêmement rares et précieuses, comme le coltan, dont on a beaucoup parlé – qui est indispensable aujourd'hui à tout ce qui est électronique, nanotechnologie, I-Phone, smartphones et tout ce que vous voudrez –, et qui est un métal très rare. Alors le Rwanda, aujourd'hui, n'en produit absolument pas un gramme sur son sol, mais il en exporte beaucoup. Une saisie a été opérée l'autre jour de 600 kilos de coltan à la frontière rwando-zaïroise – rwando-démocratique du Congo, si je puis dire. Voilà ! Ça veut dire qu'il y a un trafic énorme, il y a un pillage énorme...

[16' 53'']

Philippe Conrad : Des ressources du Congo oriental.

[16' 55'']

Jacques Hogard : Du Congo oriental aujourd'hui au profit du Rwanda. Et ça profite à qui ? Eh bien, d'abord aux compagnies anglo-américaines. Voilà, il faut le dire. Et Israéliennes, parce qu'il faut le dire aussi. Voilà.

[17' 04'']

Philippe Conrad : Et dès cette époque-là, il y avait donc ce... genre de calcul...

[17' 08'']

Jacques Hogard : Eh bien, moi, je pense...

[17' 11'']

Philippe Conrad : [Inaudible] l'attaque du FPR contre le Rwanda ?

[17' 15'']

Jacques Hogard : Je pense qu'il s'agissait le... Kagame a toujours été soutenu par l'administration américaine, jusqu'à nos jours. Ce soutien est un petit peu moins évident ces derniers temps compte tenu de tout ce qui commence à se savoir sur son comportement et sur sa responsabilité dans les génocides de la région.

[17' 31'']

Philippe Conrad : C'est ce que vous avez précisé tout à l'heure : il est passé par Fort Leavenworth dans sa formation d'officier. Alors c'est l'occasion, évidemment, pour le pays d'accueil d'orienter en quelque sorte les stagiaires en question.

[17' 41'']

Jacques Hogard : Absolument ! Puis il est anglophone. Sa langue de référence, c'est l'anglais. D'ailleurs en 2008... – en 2008, c'est ça, oui ! – le Rwanda va adopter l'anglais comme langue officielle à la place du français...

[17' 58'']

Nicole : Vous écoutez Radio Courtoisie !

[18' 00'']

Jacques Hogard : Eh oui ! La radio de la francophonie ! Et ce qui est assez extraordinaire mais on va faire des incidentes tout le temps. Mais il faut essayer de revenir sur notre ligne directrice. Je pense que, bien entendu, les Etats-Unis d'Amérique avaient une idée très précise de cette fantastique richesse du sous-sol de l'Est zaïrois et avaient parfaitement compris que Kagame était de la race... des Prussiens d'Afrique ! Et qu'il allait constituer une armée qui serait une armée de vainqueurs, une armée à la prussienne, qui allait s'emparer bien sûr du petit Rwanda sans difficulté, mais qui allait pouvoir jeter son dévolu sur tout l'Est zaïrois. Et, bien entendu, je pense que c'est un calcul stratégique.

[18' 42'']

Philippe Conrad : Alors, parce qu'à l'époque les Américains a priori semblent avoir de bonnes relations avec Mobutu, qui est le maître du Zaïre ?

[18' 50'']

Jacques Hogard : Oui..., vous avez raison. C'est... On peut rappeler ça comme ça. Et, en même temps, c'est l'époque où l'étoile de Mobutu commence à décliner dans le ciel [sourire] et où, en fait,

on va sacrifier Mobutu qui devient gêneur. Et on va mettre en piste Kabila, père – si tant est que le père soit le père du fils et le fils, le fils du père, mais ça, c'est une autre histoire –, et où, en fait, on va mettre en place un pantin à Kinshasa, qui est Kabila, et qui est produit par l'alliance américano-rwandaise de Kagame. Voilà. Et donc ça, c'est l'étape suivante. Et le but, c'est de faire de ces provinces orientales du Zaïre, oubliées de Kinshasa – mais c'est bien dommage ! –, le réservoir de matières premières dont les Etats-Unis ont besoin, Israël a besoin, la Grande-Bretagne a besoin au profit de leurs intérêts !

[19' 46'']

Philippe Conrad : Oui. Alors, cette situation, donc, expliquerait l'agression du FPR contre le Rwanda, donc à ce moment-là. Et alors la France va intervenir à ce moment-là.

[19' 59'']

Jacques Hogard : Alors..., la France va intervenir. Et donc, je n'ai pas répondu vraiment à votre question. Mais moi, je pense que Mitterrand à ce moment-là est convaincu de ce qu'il y a une partie à jouer, officiellement pour la francophonie. Parce qu'on sent bien qu'il y a cette rivalité. Le mur de Berlin est tombé depuis longtemps, les Russes ont disparu d'Afrique. Et finalement, les alliances d'hier deviennent des oppositions d'aujourd'hui. Et Mitterrand a parfaitement compris cette bataille pour la francophonie – qui est d'ailleurs perdue aujourd'hui, faut bien le dire, 25 ans après – et, en même temps, a forcément, lui aussi, quelques idées sur l'importance de pouvoir accéder à ces richesses fantastiques de l'Est zaïrois. Donc je pense que c'est ça, la raison de l'engagement français dès 90. Qui est un engagement modeste, il faut le rappeler : c'est deux ou trois compagnies d'infanterie de légionnaires ou de parachutistes ou de marsouins. Bon, des bonnes unités de l'armée française mais ce n'est pas quelque chose de colossal. C'est une petite opération qui va s'appeler « Noroît », qui va durer trois ans et qui sera complétée par un DAMI – un Détachement d'assistance militaire et d'instruction –, fourni par le 1^{er} RPIMa, quelques unités parachutistes qui ont pour objet de remettre à niveau les FAR, les Forces armées rwandaises hutu, face à cette agression du Front patriotique rwandais. Mais, en même temps – et ça c'est très important de le dire parce que je pense que beaucoup de gens ne le savent pas ou font semblant de l'oublier –, Mitterrand [sourire] oblige Habyarimana à négocier avec toutes ses oppositions. Que ce soit de l'opposition intérieure, pas traitée très démocratiquement au gré de nos standards à nous...

[21' 40'']

Philippe Conrad : De nos critères.

[21' 41'']

Jacques Hogard : Ou de nos critères à nous. Mais on va l'obliger à instaurer le multipartisme qui n'existait pas. Donc, on lui tord le bras. Et on l'oblige à négocier avec le FPR, la rébellion tutsi, qu'habilement à ce moment-là les chefs tutsi font présider par un colonel hutu, le colonel Kanyarengwe, de façon à donner le change et de dire qu'ils sont..., que c'est un front qui n'a rien à voir avec l'ethnie ou le côté social ancien mais que c'est bien un front de libération du pays de la... houlette autoritaire, pour ne pas dire davantage, d'Habyarimana. Et en fait, ça va se traduire par les accords d'Arusha, donc fin 93, qui..., comment dirais-je, amènent la France à partir, militairement, à céder la place à l'ONU, la MINUAR – Mission des Nations unies pour le Rwanda –, qui va prendre sa place. Donc, 2 800 hommes commandés par un général canadien, le général Roméo Dallaire. Avec un second, le colonel belge Luc Marchal. Et qui, avec un contingent comme d'habitude très international, avec un contingent sri-lankais ou indien, ou..., je ne sais plus exactement...

[23' 02'']

Philippe Conrad : Une opération de Casques bleus classique.

[23' 03'']

Jacques Hogard : Une opération de Casques bleus classique en Afrique, d'ailleurs, dont on connaît toujours le résultat d'avance. Et qui va s'installer pour... prendre la place de l'opération Noroît. Et cette opération, donc, c'est la suite de l'évènement. Mais qui nous amène au 6 avril 94. L'avion transportant les deux Présidents rwandais et burundais – tous les deux hutu –, rentrant de négociations à Arusha en Tanzanie, se posent..., se présentent pour se poser de..., à l'aéroport de Kigali. Et il est abattu à ce moment-là par deux missiles sol-air.

[23' 38'']

Philippe Conrad : Il est abattu par deux missiles, voilà. Alors là, c'est une question absolument essentielle cette attaque de l'avion présidentiel parce que les enquêtes qui ont été poussées ensuite semblent montrer que c'est le FPR qui a..., qui est à l'origine de cet attentat.

[24' 00'']

Jacques Hogard : Alors...

[24' 01'']

Philippe Conrad : Pardon. Et l'enjeu est absolument essentiel parce que c'est l'attentat qui va déclencher les massacres, donc le génocide, et...

[24' 11'']

Jacques Hogard : Il faut citer la phrase de Carla Del Ponte, qui est à l'époque procureure du TPIR un peu plus tard, et qui dit : « Si... la paternité de cet attentat contre le Président Habyarimana et le Président Ntaryamira est à imputer à Kagame... »

[24' 27'']

Philippe Conrad : Au FPR.

[24' 27'']

Jacques Hogard : Ça change la face du génocide. Ça change la responsabilité du génocide ». Et elle a parfaitement raison. Alors, il y a un débat aujourd'hui, qui est en cours. Un faux débat, à mon avis. Mais qui prétend que... Il y a toute une école – y compris française ! – relayée par ce que j'appelle « les idiots utiles » et « les porteurs de valises du FPR » en France...

[24' 46'']

Philippe Conrad : Les compagnons de route traditionnels, oui [sourire].

[24' 47'']

Jacques Hogard : Les compagnons de route, dont certains historiens éminents – dont nous ne citerons pas les noms ici parce que nous ne sommes pas méchants –, mais qui prétendent que ce..., cet attentat a été orchestré par les extrémistes hutu, pas contents de l'évolution des choses. Moi je pense que, très sincèrement, tous les éléments, que ce soient les éléments récupérés par Michael Hourigan – le

premier enquêteur du TPIR, un Australien, peu suspect de sympathie vis-à-vis des Hutu ou de qui que ce soit –, a démontré le premier la responsabilité du FPR. Deuxième enquête, c'est l'enquête du Juge Bruguière, bien entendu, qui a également démontré la responsabilité du FPR. Troisième étape : alors, ces procédures ont été...

[25' 31'']

Nicole : Qu'est-ce que c'est que le FPR ?

[25' 33'']

Jacques Hogard : Front patriotique rwandais...

[25' 36'']

Nicole : Merci !

[25' 37'']

Jacques Hogard : La rébellion tutsi. Le parti au pouvoir aujourd'hui au Rwanda, présidé par Paul Kagame. Et cette..., comment dirais-je, cette responsabilité du FPR à mon avis ne fait pas de doute. Bien sûr, un juge va arriver, qui est le juge Trévidic, qui prend l'inverse..., la position inverse de celle de Bruguière. Sous fortes pressions politiques, c'est mon analyse. Et il faut le dire clairement : à l'époque de Nicolas Sarkozy, président de la République, qui cherche à se rapprocher du Rwanda. Et qui conseille aujourd'hui le Président Macron dans cette opération de rapprochement du Président Macron avec le Président Kagame. Et cette... procédure est donc à ce moment-là stoppée. Elle va redémarrer plus tard sous la pression des familles. Car il faut rappeler à nos auditeurs que...

[26' 33'']

Philippe Conrad : Les pilotes, français.

[26' 34'']

Jacques Hogard : Les pilotes, mécaniciens, l'équipage de l'appareil du Falcon présidentiel rwandais est français. Ce sont... des anciens militaires français, qui se sont reconvertis et qui forment l'équipage privé du Président Habyarimana à l'époque. Donc, ces familles ont le droit de savoir ! Et elles veulent savoir ! Et je peux vous assurer qu'elles ne lâcheront pas le morceau et qu'elles iront jusqu'au bout pour savoir. Et pour voir désigner le vrai responsable qui est Paul Kagame. Elles en sont convaincues. Et alors, cette procédure aujourd'hui a été l'objet d'un non-lieu il y a quelques semaines. D'un non-lieu très prudent...

[27' 08'']

Philippe Conrad : Surprenant.

[27' 09'']

Jacques Hogard : Surprenant ! Très politique ! Il arrive au moment où l'on brade l'Organisation internationale de la francophonie au numéro deux du régime rwandais, dont je rappelle qu'il a abandonné encore une fois le français il y a 11 ans au profit de l'anglais...

[27' 22'']

Philippe Conrad : Oui [sourire], c'est un peu paradoxal [sourire]...

[27' 23'']

Nicole : C'est énorme, énorme !

[27' 24'']

Jacques Hogard : Je rappelle aussi qu'il a rejoint le Commonwealth un an plus tard, en 2009. Je rappelle aussi qu'il a rasé le Centre français culturel de Kigali en 2014, au bulldozer. Donc, ça dénote quand même un certain intérêt [sourire] pour la langue et la culture française ! Ça, c'est cocasse mais c'est abominable en fait ! Et on voit à ce moment-là que ce non-lieu est très prudent car il dit : « Oui, il y a une convergence de faits qui laissent penser que la responsabilité pourrait être le FPR. Mais, devant l'absence d'éléments suffisamment probants, on va prendre ce non-lieu ». En clair, je résume, parce que je ne suis pas juriste.

[28' 05'']

Philippe Conrad : Mais on n'a pas des éléments probants avec les fameux missiles...

[28' 08'']

Jacques Hogard : Mais si ! Mais bien entendu.

[28' 09'']

Philippe Conrad : Qui ont touché l'avion, et qui viennent d'arsenaux ougandais ?

[28' 13'']

Jacques Hogard : Excellente question. On a tous les éléments aujourd'hui : les numéros des missiles, les numéros des lanceurs. On a même les noms des tireurs. On a même les noms des gens qui ont commandé l'opération. Parce que c'est une opération militaire ! C'est un attentat mais c'est une opération militaire, menée avec des personnels du FPR, de l'armée du Front patriotique rwandais, tutsi infiltrés officiellement – très officiellement – dans Kigali à l'issue des accords d'Arusha de 90. Un bataillon FPR est stationné dans Kigali et se fait approvisionner par des convois qui viennent d'Ouganda et sur lesquels personne n'a de contrôle. Donc, c'est ainsi que les missiles et les lance-missiles ont été amenés ainsi que les tireurs. Il faut arrêter de fantasmer dans cette affaire. Elle est en fait, en réalité, beaucoup plus simple que ne veulent la compliquer aujourd'hui avec acharnement un certain nombre de gens. Et cette... [sourire]. On voit bien que les juges sont très embarrassés – les juges français, là, les actuels, dont je n'ai plus les noms en tête – qui émettent ce non-lieu un peu particulier, un peu prudent, qui réserve l'avenir. Et moi je pense que, quand on aura un gouvernement politique indépendant, qui permettra à la justice de l'être également, on aura à ce moment-là la conclusion de cette affaire tragique par la vérité. Et la vérité, c'est qu'effectivement – c'est ce que j'écris dans mon livre, c'est indiscutable –, le FPR est le responsable de cet attentat. Et pourquoi ? Parce qu'il y a un pourquoi. C'est que Kagame, en stratège remarquable qu'il est, avait bien compris qu'il ne parviendrait jamais au pouvoir dans le cadre d'une évolution démocratique et paisible des accords d'Arusha...

[30' 01'']

Philippe Conrad : Et d'autant que les Tutsi sont minoritaires...

[30' 03'']

Jacques Hogard : Mais absolument !

[30' 04'']

Philippe Conrad : Sur le plan électoral, arithmétiquement [sourire].

[30' 05'']

Jacques Hogard : Mais arithmétiquement, une voix... Un homme, une voix, je veux dire, ne lui donnait aucune chance. Et il avait parfaitement compris que seul un évènement dramatique d'importance pouvait à la fois légitimer la reprise de la guerre et légitimer – plus important encore – son futur pouvoir.

[30' 22'']

Philippe Conrad : Son arrivée au pouvoir, oui.

[30' 24'']

Jacques Hogard : Son arrivée et son maintien au pouvoir. Sa pérennité au pouvoir. Et aujourd'hui, il fonde tout là-dessus. Il est au pouvoir depuis 25 ans. Il a instrumentalisé le génocide de 94. Et c'est ce qui lui permet de se maintenir, d'emprisonner ses opposants, d'annihiler toute opposition. Et d'avoir instauré un système dictatorial au Rwanda aujourd'hui. Voilà.

[30' 45'']

Nicole : Vous écoutez Radio Courtoisie, « Le Libre Journal des historiens », dirigé par Philippe Conrad, assisté de Nicole. Et nous recevons le colonel Hogard pour : « La question du Rwanda : le Rwanda, 25 ans après ». Et je voulais vous rappeler le titre du..., de l'ouvrage de..., du colonel Hogard : *Les larmes de l'honneur. 60 jours dans la tourmente du Rwanda*, aux éditions Hugo. De Jacques Hogard.

[31' 17'']

Jacques Hogard : Merci.

[31' 18'']

Philippe Conrad : Alors, nous avons un message d'auditeur...

[31' 21'']

Nicole : Alors c'était...

[31' 22'']

Philippe Conrad : Qui pose une question à notre invité.

[31' 24'']

Nicole : Alors : « Qu'est-ce qui explique ce rejet des Tutsi par les Hutu allant jusqu'au génocide ? Les Tutsi étaient-ils des esclavagistes ou bien eux-mêmes des génociteurs de Hutu dans les époques antérieures ou d'impitoyables propriétaires réduisant à la famine les paysans hutu ? Quelle est l'action de l'ancienne puissance coloniale, la Belgique, intéressée au premier chef dans ces événements ? ».

[31' 54'']

Jacques Hogard : Alors, c'est une question qu'il conviendrait de poser [sourire] à Bernard Lugan qui y répondrait de manière beaucoup plus brillante que moi. Ce que je peux vous dire, c'est que, non, ce n'est pas ça ! Remettons-nous dans le contexte comme l'a rappelé..., comme vous l'avez rappelé tout à l'heure, cher Philippe, de cette préparation des indépendances, préparation de la décolonisation. Avec le rôle joué par l'Eglise catholique en particulier. Un homme, une voix. C'est la Démocratie chrétienne qui s'impose partout. Et ça frappe, bien sûr, l'esprit des Hutu. Il y a parmi eux des gens intelligents, normalement éduqués et formés, et qui aspirent à ce moment-là à prendre le pouvoir. Et on a finalement, au Rwanda, à ce moment-là, un déclenchement d'horreur. Parce que les événements de 59-60-61 sont une horreur, réelle. Les Hutu ont massacré les Tutsi dans des conditions atroces à cette époque-là, au moment de l'indépendance. On citait même cette coutume barbare de couper les jambes des Hutu au niveau des genoux pour les ramener à la taille...

[33' 05'']

Philippe Conrad : Des Tutsi, oui.

[33' 06'']

Jacques Hogard : Des Tutsi plutôt, pour les ramener à la taille des Hutu. Tout ça, c'est vrai ! C'est l'histoire. Alors simplement, nous on est... Je rappelle qu'on a commis un génocide en Vendée sous couvert de la Révolution, de la liberté, des droits de l'homme, de « Liberté-Egalité-Fraternité ». Eh bien, c'est en fait la même chose ! Il n'y a pas... Le système ancien, la monarchie rwandaise... Il faut lire le très beau livre de Paul Del Perugia, *Les tambours de bronze*, qui évoque cette monarchie rwandaise d'avant l'indépendance, d'avant la décolonisation, d'avant l'avènement de la République. On peut en avoir la nostalgie. Parce que c'était un système équilibré, féodal bien sûr. Les Hutu n'avaient pas le beau rôle : ils avaient le rôle des paysans qui travaillent pour des maîtres qui ont la richesse et le pouvoir, voilà.

[33' 57'']

Philippe Conrad : Oui ! On peut faire une comparaison avec la France d'Ancien Régime avec la noblesse foncière et puis les masses paysannes...

[34' 02'']

Jacques Hogard : Oui... C'est un peu plus compliqué parce que les... Il y a... C'est un peu plus compliqué parce qu'il y a... En même temps les Tutsi sont à la fois les bourgeois. Alors il y a des bourgeois hutu, bien sûr. Il y a des bourgeois tutsi, il y a des mariages mixtes, enfin... Il faut se garder de toute simplification. Mais je crois quand même qu'il n'y a pas ces... Votre auditeur n'a pas cet... Il n'y a pas de raisons profondes : les Tutsi n'ont pas, je veux dire... Ce sont les maîtres, donc. Quand on se révolte contre les maîtres, eh bien, il y a des horreurs ! Et on en a montré, nous-mêmes, la capacité en France, à des époques différentes. Et dans toute l'Europe, finalement. Donc, voilà, je crois qu'il faut remettre les choses à leur place.

[34' 43'']

Nicole : Pouvez-vous nous donner..., me rappeler le nom de cet auteur des *Tambours de bronze* ?

[34' 49'']

Jacques Hogard : Paul Del Perugia.

[34' 50'']

Philippe Conrad : Paul Del Perugia.

[34' 51'']

Jacques Hogard : Paul Del Perugia qui est un diplomate, qui est un historien.

[34' 53'']

Philippe Conrad : Qui est un ouvrage ancien, d'ailleurs [inaudible].

[34' 55'']

Jacques Hogard : Qui est un ouvrage ancien, d'ailleurs, qu'on trouve rarement aujourd'hui. J'en ai un exemplaire que je tiens précieusement parce qu'il y a des photos en noir et blanc de l'époque, qui sont magnifiques et autres. Et qui permettent de comprendre un peu le Rwanda au-delà des clichés imbéciles que l'on entend tous les jours dans nos médias mainstream aujourd'hui.

[35' 10'']

Philippe Conrad : Sachant aussi que la société rwandaise... Dans la société rwandaise, il n'y avait pas cette... coupure simple, binaire, entre Tutsi et Hutu. C'est-à-dire qu'il y avait des clans tutsi qui étaient des clans rivaux et qui disposaient de clientèles composées de...

[35' 28'']

Jacques Hogard : De même qu'il y a des clans hutu différents et de même qu'il y avait des Hutu de statut différent, etc., etc. C'est un système très complexe en fait !

[35' 35'']

Philippe Conrad : On a homogénéisé en fait les choses d'une manière abusive...

[35' 38'']

Jacques Hogard : Voilà, un peu simplifiée.

[35' 39'']

Philippe Conrad : Quand on a voulu comprendre ce qu'était que cette société-là.

[35' 42'']

Jacques Hogard : Et là, c'est le rôle de la Belgique. La Belgique a joué un rôle avec l'Eglise catholique. Monseigneur Perraudin en particulier – évêque de Kigali –, Suisse, lui, d'origine, etc. Mais

qui ont joué un rôle déstabilisateur – c'est certain ! – dans cette Afrique. Mais qui était totalement soumise à la décolonisation, au vent des indépendances, etc.

[36' 05'']

Philippe Conrad : Oui, et puis je crois que ça s'est passé en deux temps. Parce que dans un premier temps, les Tutsi ont bien compris l'intérêt que pouvait présenter la religion pour la puissance coloniale dominante et les conversions chez les Tutsi ont été extrêmement nombreuses...

[36' 19'']

Jacques Hogard : Légion. Extrêmement nombreuses.

[36' 21'']

Philippe Conrad : Et donc, ça a encouragé la puissance coloniale et l'Eglise catholique dans un premier temps...

[36' 21'']

Jacques Hogard : A s'appuyer.

[36' 22'']

Philippe Conrad : A maintenir ce qu'était la hiérarchie sociale naturelle, la société traditionnelle telle qu'elle était.

[36' 30'']

Jacques Hogard : Bien sûr... Bien évidemment.

[36' 32'']

Philippe Conrad : Et c'est dans le contexte de la décolonisation qui se préparait, dans le contexte d'une montée, effectivement, des idées inspirées par la Démocratie chrétienne, etc., à la fin des années 40 ou 50, que, petit à petit, l'Eglise s'est posée comme porte-parole d'une majorité hutu considérée comme opprimée.

[36' 52'']

Jacques Hogard : Eh bien, je ferais des rapprochements osés mais je dirais que l'Eglise a une part de responsabilité dans..., je dirais, dans cette affaire-là. Et même dans la déchristianisation réelle, en fait, du Rwanda. Comme elle l'a eue en Bretagne ou dans l'Ouest de la France à partir du moment où l'Eglise s'est ralliée à la République...

[37' 09'']

Philippe Conrad : Elle s'est ralliée à la Démocratie chrétienne.

[37' 11'']

Jacques Hogard : Exactement ! On a des... Alors, c'est... osé de faire ce genre de comparaisons mais je pense qu'il faut les faire. Parce que, pour expliquer aux gens. Il n'y a pas de... Non, les Hutu se sont

soulevés contre les Tutsi parce que c'était les maîtres qui les avaient dominés pendant des siècles. Voilà. Alors...

[37' 32'']

Philippe Conrad : Oui, ce sont des analogies tout à fait éclairantes, bien sûr. Alors, nous avons une autre question d'un auditeur.

[37' 40'']

Nicole : Alors c'est un auditeur : « Au Burundi, quelle est la proportion de Tutsi et de Hutu à signaler ? ».

[37' 47'']

Jacques Hogard : C'est la même.

[37' 48'']

Nicole : Pardon [sourire].

[37' 49'']

Jacques Hogard : C'est la même [sourire].

[37' 50'']

Nicole : C'est la même, donc.

[37' 50'']

Jacques Hogard : C'est la même mais les conditions sont un petit peu différentes. C'est-à-dire que l'histoire ne s'est pas passée de la même manière. La République burundaise est une République tutsi au départ. Les Tutsi ont renversé le mwami. Le mwami est parti, le roi, et ils ont établi la République des Tutsi. Et puis cette République des Tutsi n'a pas tenu. Alors l'armée était totalement tutsi au Burundi – alors qu'elle était totalement hutu au Rwanda – et il y a eu, là, des massacres de hutu en masse quand les Hutu ont commencé à vouloir bouger, etc. Donc, les deux pays se ressemblent et ne se ressemblent pas, de par les... Alors, ils se ressemblent beaucoup par les..., leurs structures féodales, sociales, à l'origine, etc. La structure de la population...

[38' 37'']

Philippe Conrad : Le clivage ethnique.

[38' 38'']

Jacques Hogard : Le clivage ethnique, etc. L'histoire religieuse aussi, puisque c'est vraiment deux royaumes qui se ressemblent beaucoup au départ. Et deux jeunes Républiques qui ne se ressemblent plus, voilà, qui sont très différentes et qui... Au Rwanda, les Hutu sont au pouvoir. Au Burundi, les Tutsi sont au pouvoir. Et les Hutu ne vont avoir de cesse au Burundi de prendre le pouvoir. Ça sera le cas quelques années plus tard : il va y avoir des putschs, il va y avoir des renversements, il va y avoir une armée qui va progressivement devoir s'incliner devant..., en plus, l'opinion internationale et la communauté internationale qui fait pression. Toujours au même..., je dirais, au même motif de cette

voix qui doit correspondre à un homme. De cette démocratie qui doit s'imposer partout, voilà. Et aujourd'hui, on a un Burundi qui est dirigé par un Président hutu, avec une armée qui est maintenant hutu.

[39' 35'']

Philippe Conrad : Ah oui ?

[39' 36'']

Jacques Hogard : Avec... Il y a encore beaucoup de Tutsi mais il y a régulièrement des mouvements, des tentatives de putsch, des... Et donc on a un pouvoir très autoritaire aujourd'hui au Burundi. Le Président Nkurunziza est contesté d'ailleurs par la communauté internationale, de ce fait. Mais on oublie de parler du..., de son grand-frère Kagame, qui lui est au pouvoir depuis 25 ans et qui a des méthodes encore plus totalitaires et autoritaires que lui. Voilà, c'est un peu de..., une manière de traiter des problèmes de manière totalement déséquilibrée, à mon sens.

[40' 10'']

Nicole : Alors, notre auditeur nous signale sur les écrans parisiens, actuellement, un film situé dans cette zone et traitant de cette histoire et qui s'appelle : « La miséricorde de la jungle ». C'est un signalement.

[40' 24'']

Jacques Hogard : Alors, c'est un film qui..., dont j'ai vu qu'il allait sortir et qui met en scène de manière romancée deux..., un sergent et un soldat de l'armée tutsi de Kagame qui errent dans l'Est du Congo. Je ne sais pas ce que ça vaut. Il y a beaucoup de films qui sortent actuellement, il y a beaucoup de documentaires – il y en a eu encore la semaine dernière – qui sont tous de la même idéologie, pro-Kagame. Je ne dis pas pro-Tutsi, ça ne veut rien dire ! Moi, je ne suis ni pro-Tutsi ni pro-Hutu, je suis pour la vérité. Et donc je pense que le principal obstacle à la vérité aujourd'hui, c'est Paul Kagame lui-même. C'est son système totalitaire. Et qui est en particulier aussi responsable de la situation catastrophique des Grands Lacs africains, notamment de la RDC – de la République démocratique du Congo – et de ses provinces orientales, comme on le disait tout à l'heure, qui sont soumises à des choses absolument abominables, abominables ! Dont personne ne parle, personne ne parle ! Il y a un personnage, dont j'ai fait la connaissance il y a quelques mois maintenant, et qui est un personnage remarquable, extraordinaire, qui est – je vous invite à regarder ses vidéos sur YouTube en particulier –, qui est le docteur Denis Mukwege, Congolais de l'Est du... Le chirurgien de Panzi, à côté de Bukavu...

[41' 48'']

Nicole : Vous pouvez épeler ?

[41' 49'']

Jacques Hogard : Bien sûr ! Mukwege : M-U-K-W-E-G-E. Denis Mukwege. Prix Nobel de la paix en fin d'année, avec cette Yézie victime de choses atroces en Syrie, ou en Irak. Et Denis Mukwege explique tout ça. Et il n'a finalement qu'un seul combat : c'est d'obtenir que le rapport Mapping, de l'ONU, qui..., dont il existe une version expurgée et une version complète, que cette version complète soit publiée définitivement, ouvertement, officiellement par l'ONU. Si c'est ça, c'est la désignation au monde entier du criminel de guerre Kagame et de ses responsabilités immenses dans tous les génocides qui se succèdent dans cette région martyre depuis 25 ans. Voilà. C'est important à dire.

[42' 42'']

Philippe Conrad : Parce que ce médecin, c'est lui qui s'est spécialisé dans le traitement des femmes qui ont été innombrables à avoir été...

[42' 50'']

Jacques Hogard : Des... On dit qu'il a opéré des dizaines de milliers de femmes. Mais..., il n'ose citer un chiffre lui-même. Mais de femmes, et je dois le dire – parce qu'il faut... que ces choses-là soient dites, aussi atroces soient-elles –, de bébés, de bébés violés, de fillettes violées, de femmes violées de tous âges. C'est quelque chose d'abominable. Et c'est une arme de guerre... Et c'est une arme de guerre qui est mise en œuvre par les armées de Kagame et les milices qui lui sont liées. Et je pense qu'il faut le dire parce que c'est révoltant et c'est absolument scandaleux. Et personne ne le dit ! Et nos médias mainstream, qui font les louanges de Kagame et qui attaquent l'armée française à longueur de journées, oublie de dire ces choses-là, qui sont essentielles. Voilà.

[43' 42'']

Philippe Conrad : On constate leur silence assourdissant dans cette affaire.

[43' 44'']

Nicole : Pouvez-vous nous rappeler le nom du rapport ? Le rapport... ?

[43' 48'']

Jacques Hogard : Le rapport Mapping, de l'ONU.

[43' 50'']

Nicole : M-A...

[43' 51'']

Jacques Hogard : M-A, deux P, I-N-G.

[43' 53'']

Nicole : I-N-G, c'est ça.

[43' 53'']

Jacques Hogard : De l'ONU, qui dort dans des tiroirs à l'ONU et qui devrait être publié et faire l'objet d'une publication officielle. Et complète ! Et complète, parce qu'il existe une version expurgée des noms des responsables. Et je pense que ce qui intéresse l'opinion mondiale, c'est les noms des responsables.

[44' 11'']

Nicole : Bien sûr.

[44' 12'']

Philippe Conrad : Alors si nous revenons maintenant vers les évènements de 1994, nous avons évoqué tout à l'heure, donc, l'attentat qui visait l'avion du Président Habyarimana. Quelles vont-êtré, alors, les conséquences ?

[44' 26'']

Jacques Hogard : Alors les conséquences, c'est dès le lendemain matin à l'aube. Alors l'attentat a lieu dans la soirée. Dès 4 heures du matin..., dès 3-4 heures du matin, les mouvements militaires du FPR, massé dans le Nord du Rwanda, démarrent en direction de la capitale. Le bataillon du FPR dans Kigali se met également en mouvement dans la capitale, en même temps que démarrent ces massacres de Tutsi..., des voisins tutsi par leurs voisins hutu. Ces massacres vont être abominables. Ils vont durer, pratiquement, donc du 7 avril jusqu'à la fin juin 94. Et c'est tout un peuple qui est plus ou moins concerné évidemment. On a chiffré à 800 000 le nombre de victimes de ce génocide. Il semble que, sur les 800 000 – car il faut dire les choses aussi de cette manière-là –, bien sûr, il y a probablement une majorité de Tutsi, 500 000 Tutsi a priori. Mais il y a aussi 300 000 Hutu qui sont massacrés soit par le FPR, lui-même, soit qui sont victimes de leurs frères hutu parce qu'ils s'opposaient au génocide de leurs frères tutsi. Et il faut se rappeler ça parce que c'est... Là aussi, il faut se garder des images un peu simplificatrices qui ont tendance à falsifier l'histoire. Donc ce génocide va durer ces mois du printemps 94. La France est la première à parler de génocide, dans la bouche d'Alain Juppé – pour lequel je n'ai pas particulièrement d'affection par ailleurs –, mais qui est ministre des Affaires étrangères à l'époque et qui prononce le mot de « génocide ». Et la France se préoccupe à ce moment-là de faire intervenir la communauté internationale devant l'incurie de l'ONU et de la MINUAR, la fameuse Mission des Nations unies pour le Rwanda. Cette armée internationale, composite, qui est composée... Alors, au 6-7 avril, il y a 2 800 hommes. 10 jours après, on les ramène à 280. Essayez de comprendre la logique de tout ça alors que le pays explose, au moment où il faudrait peut-être, au contraire, les renforcer. Et c'est une époque dramatique. Il y a 10 para-commandos belges qui sont assassinés à ce moment-là dans des..., qui étaient affectés à la protection du Premier ministre Agathe Uwilingiyimana, qui est Premier ministre de cohabitation avec Habyarimana. C'est une opposante à Habyarimana ! Bon. Il faut rappeler tout ça parce qu'on a tendance à faire les choses un petit peu..., encore une fois simplifiées et exagérées aujourd'hui. Et c'est une époque dramatique qui va, donc, échapper à l'entendement. Les massacres ont lieu à la machette, les massacres ont lieu à la houe. Et à la grenade et à l'arme blanche et avec des armes automatiques récupérées ici ou là. Et dans les églises en particulier. Et on va voir des héros et des saints. Et on va voir des salopards, qui vont se comporter comme tels. Y compris parmi le clergé, il faut dire les choses comme elles sont.

[47' 47'']

Philippe Conrad : Comme toujours dans ce genre de circonstances.

[47' 49'']

Jacques Hogard : Comme toujours dans ce genre de circonstances, qui prend des proportions incroyables. Mais la France est la seule à dénoncer le génocide par son nom, à vouloir intervenir. Au Conseil de sécurité, nous sommes bloqués par les Etats-Unis d'Amérique. Nous sommes bloqués en particulier par Madeleine Albright – ma vieille amie ! – qui est à l'époque ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'ONU..., et qui s'oppose de toutes ses forces à une intervention.

[48' 16'']

Philippe Conrad : Que nous retrouverons à la manœuvre dans les Balkans.

[48' 18'']

Jacques Hogard : Et que nous retrouverons cinq ans plus tard à la manœuvre dans les Balkans, avec les crimes à la clé ! Parce ce qu'il faut parler des choses comme elles sont. Et Madeleine Albright arrive à retarder... à retarder cette intervention qui va finalement intervenir fin juin par le vote de la résolution 929 des Nations unies, qui autorise la France à intervenir pour une période de deux mois, limitée à deux mois. En fait, pour reprendre la main et préparer la remise en place d'une nouvelle MINUAR, qui sera la MINUAR II, qui interviendra à partir de fin août 94. Et cette opération va s'appeler « Turquoise ». Elle est confiée au général Lafourcade, qui est le numéro deux de la division parachutiste à l'époque. Et elle va être constituée à partir de... forces, de troupes françaises, venant de France, bien sûr au titre du Guépard, et puis des forces prépositionnées en Afrique, de Djibouti, du Gabon, de la Réunion, etc. Et de nos alliés africains ! Car il faut rappeler l'effort de nos pays francophones africains, amis et anciennes colonies, que sont le Sénégal, le Tchad, le Gabon, le Togo, qui..., le Congo-Brazzaville, qui viennent spontanément nous aider à la mesure de leurs moyens.

[49' 36'']

Philippe Conrad : Qui fournissent des troupes et des effectifs, ouais.

[49' 37'']

Jacques Hogard : Et qui vont fournir des troupes. Voilà...

[49' 38'']

Nicole : Vous écoutez « Le Libre Journal des historiens » et Radio Courtoisie..., de Radio Courtoisie [sourire]. Avec Philippe Conrad..., assisté de Nicole. Nous recevons le colonel Hogard... qui nous parle à propos des 25 ans après le massacre au Rwanda. Et nous avons parlé de plusieurs livres : *Les larmes de l'honneur* de Jacques Hogard – donc, notre invité –, aux éditions Hugo. *Les 60 jours dans la tourmente du Rwanda*. Et puis notre invité nous parlait du *génocide des Tutsi au Rwanda* dans la collection *Que sais-je ?* de Filip Reyntjens.

[50' 22'']

Jacques Hogard : Reyntjens, Reyntjens.

[50' 23'']

Nicole : Reyntjens. Et puis, il avait évoqué aussi *Les tambours de bronze* de Paul De Perugia..., Del Perugia.

[50' 31'']

Jacques Hogard : Tout à fait.

[50' 32'']

Philippe Conrad : Alors... Donc, la France commence à mettre en œuvre une intervention sur place. Donc, en rassemblant des moyens prépositionnés en Afrique. Et quelle situation les Français vont-ils trouver sur place ? Ils interviennent, je le rappelle, c'est au début du mois de mai qu'intervient l'attentat et le début du génocide...

[50' 58'']

Jacques Hogard : Début du mois d'avril.

[50' 59'']

Philippe Conrad : Début du mois d'avril, pardon. Début avril et...

[51' 01'']

Jacques Hogard : Et là, c'est fin juin.

[51' 02'']

Philippe Conrad : Et fin juin !

[51' 03'']

Jacques Hogard : Fin juin : 21 juin, vote de cette résolution. Et le 22 juin, les premiers Français sont aux portes du Rwanda.

[51' 09'']

Philippe Conrad : Six, sept semaines se sont passées, qui ont été marquées, donc, par des massacres...

[51' 13'']

Jacques Hogard : Par des massacres en série, par des massacres en série.

[51' 13'']

Philippe Conrad : Par des massacres en série, des massacres à répétition.

[51' 17'']

Jacques Hogard : Alors, cette... Moi, je suis... J'arrive de Djibouti un peu plus tard. J'arrive le 29 ou le..., le 29 juin je crois, de mémoire, sur le terrain à Goma au Zaïre, qui est la plateforme tournante où on va s'implanter le PC de l'opération Turquoise, côté zaïrois. Et..., bon, il y a une piste en dur. On peut porter les... On peut poser les gros porteurs, etc., et on peut organiser les choses. Cette place de Goma se verra à un moment donné en première ligne parce qu'il y a des..., à la frontière rwandaise. Et elle se verra en première ligne à un moment donné submergée par des centaines de milliers de réfugiés qui vont commencer par mourir du choléra autour d'elle. Et qu'il faudra enterrer...

[52' 00'']

Philippe Conrad : Des Hutu qui arrivent en masse.

[52' 01'']

Jacques Hogard : Des réfugiés hutu qui fuient le FPR et qui, lui, tue tout ce qui est Hutu en avançant ! Parce que c'est... la loi de la guerre, si je puis dire. Atroce mais réelle. Et bien sûr, cette population hutu qui est suspecte de... génocide...

[52' 18'']

Philippe Conrad : De complicité de génocide.

[52' 19'']

Jacques Hogard : De complicité de génocide avec les génocidaires, pour le monde entier et pour les Tutsi en particulier. Et donc, nous, nous arrivons dans ces... Alors moi j'arrive dans... Je suis placé dans le Sud du lac Kivu, côté zaïrois, à Bukavu, où je retrouve le colonel Rosier – qui est un vieil ami, pour lequel j'ai une immense estime –, qui commande le groupement des opérations spéciales et qui est déjà au travail quand j'arrive moi, quelques jours après. Je suis témoin parce qu'il faut le dire... C'est une des premières accusations qui pèse contre l'armée française. Accusation que je trouve abominable, qui est le fait de gens confortablement installés dans leur bureau parisien, ou ailleurs, pour mettre en cause la probité des soldats français. Et c'est absolument dégueulasse, passez-moi l'expression mais il n'y a pas d'autres mots. C'est l'affaire de Biseseo, le 30 juin. Je suis à côté de lui quand on lui fait le compte rendu de la découverte d'un certain nombre de..., quelques centaines de survivants tutsi, sur la colline de Biseseo, où une de ses..., un de ses éléments commandos de marine, vient de les découvrir. Il y a bien sûr les machetteurs pas loin, hutu, qui aimeraient, selon leur expression atroce, entre guillemets, « finir le travail ». Et, bien entendu, le colonel Rosier qui est un superbe officier de l'armée de française, qui est un..., pour moi, une des figures de proue de notre armée de ces 30 ou 40 dernières années, par ses engagements, par la noblesse de son comportement, par sa compétence, par sa droiture et sa générosité. Je suis à côté de lui quand il a ce compte rendu et qu'il organise les secours et les opérations pour aller aider et protéger ces malheureux qui... Et là, il y a toute une polémique qui a surgi depuis, parce que trois jours auparavant, un des éléments du COS – du groupement du colonel Rosier – a rencontré au même endroit ces survivants tutsi et leur a dit : « Ne bougez pas, on revient ». Mais il y a un compte rendu qui s'est perdu. Il y a un certain nombre de choses qui se sont passées, on n'arrive pas très bien à savoir comment. Mais toujours est-il..., toujours est-il qu'il y a une faille dans le dispositif et que ce n'est que trois jours après que les mesures sont prises.

[54' 44'']

Philippe Conrad : Que les forces françaises arrivent.

[54' 45'']

Jacques Hogard : Et là, il y a cette accusation abominable qui est de dire : « Rosier et ses hommes ont fait exprès d'attendre trois jours de plus pour qu'il y ait quelques centaines de malheureux supplémentaires à se faire extrémiser ». Je trouve ça...

[54' 57'']

Nicole : Pouvez-vous nous dire ce qu'est le COS ?

[54' 59'']

Jacques Hogard : Commandement des opérations spéciales.

[55' 01'']

Nicole : Merci.

[55' 01'']

Jacques Hogard : Les forces spéciales. Le commandement des forces spéciales, si vous voulez. Et je trouve que c'est abominable de dire ça. Moi, je connais les hommes dont il est question. Je peux vous certifier – et je mets mes deux mains sur le billot – que ce sont des gens d'honneur et qui font honneur

aux valeurs de l'armée française, aux valeurs profondes de l'armée française, qui sont bien sûr le respect de la mission, de l'esprit de la mission. Et le respect des vies humaines, et en particulier des vies civiles innocentes. Donc, franchement, cette accusation est ignoble ! Et elle est répétée à longueur de médias aujourd'hui ! Dans *Le Figaro* ! Dans *L'Opinion* ! Dans *Libération* ! Dans..., dans... etc., etc. C'est insupportable, insupportable.

[55' 46'']

Philippe Conrad : Oui, et évidemment le fameux Patrick de Saint-Exupéry dans *Le Figaro* qui s'est fait une spécialité d'attaquer l'armée française...

[55' 48'']

Jacques Hogard : Patrick de Saint-Exupéry, qui s'est fait une spécialité. Il y en a d'autres ! Et..., mais cher Philippe Conrad, vous avez d'éminents confrères aujourd'hui qui reprennent ces accusations...

[55' 58'']

Philippe Conrad : Ouais, on a vu !

[55' 59'']

Jacques Hogard : Stéphane Audoin-Rouzeau, par exemple. Vincent Duclert ou autre.

[56' 03'']

Philippe Conrad : Annette Becker, enfin les..., qui sont des spécialistes de la guerre de 14.

[56' 06'']

Jacques Hogard : Ou... Et Hélène Lemas [sic], qui sont des spécialistes de la guerre de 14, qui ne connaissent rien...

[56' 10'']

Philippe Conrad : Donc, qui n'ont pas la moindre compétence concernant l'histoire africaine et qui...

[56' 13'']

Jacques Hogard : Et qu'on va interroger comme experts...

[56' 14'']

Philippe Conrad : Et qui sont des héros aujourd'hui de cette affaire-là.

[56' 18'']

Jacques Hogard : Et qu'on va interroger comme experts, alors qu'on n'interroge pas Bernard Lugan par exemple, bon.

[56' 22'']

Philippe Conrad : Et qui organisent, d'ailleurs, un colloque en liaison avec Oradour-sur-Glane, justement, à propos du 25^{ème} anniversaire du... Rwanda.

[56' 36'']

Jacques Hogard : Alors l'agitation autour de tout ça, il y en a énormément parce qu'on... Vous parlez de ce colloque à Oradour-sur-Glane le... Mais il y a..., il y a eu deux colloques en trois semaines à Science-Po. Il y a eu..., etc. Et donc, la... Il y a une doxa. Une doxa, une doctrine unique, une pensée unique et puis point barre, c'est celle-là. Et on n'a pas droit d'en parler. Et on est taxé tout de suite de..., des mots atroces de révisionniste – ou de négationniste, plus grave encore ! – si on ose s'opposer à ces gens-là, voilà. Donc, ça, c'est affreux. Alors, c'est ma découverte du Rwanda. On est le 30 juin. Bisesero. Je peux vous assurer que l'armée française a fait ce qu'elle...

[57' 12'']

Philippe Conrad : Ce qu'elle avait à faire.

[57' 13'']

Jacques Hogard : Ce qu'elle avait à faire. Il y a une faille, entre le 27 et le 30. Oui, c'est vrai. Mais je peux...

[57' 21'']

Philippe Conrad : Dans ce genre de circonstances...

[57' 22'']

Jacques Hogard : Et il n'y a que les gens qui ne font rien qui ne savent pas ce que sait que ce genre de chose, en opération en particulier...

[57' 28'']

Philippe Conrad : Se retrouver dans un contexte...

[57' 29'']

Jacques Hogard : Avec des effectifs limités et dans une ambiance, il faut le rappeler, où il y avait une certaine prudence dans le déploiement initial. Car Kagame – un petit peu à l'instar de Saddam Hussein – quelques années... plus tard..., c'est..., promet la mère des batailles à l'armée française si elle intervient au Rwanda. Donc, on était quand même extrêmement prudent. Et c'est pour ça aussi qu'on avait une posture extrêmement militaire au départ, pour ne pas dire guerrière ! On était... Moi je suis parti là-bas avec des casques lourds, des gilets pare-éclats, des obus de mortier et... des lance-missiles Milan ! Parce qu'on ne savait pas qu'allait... être la nature de notre engagement au Rwanda.

[58' 15'']

Philippe Conrad : De notre adversaire éventuel.

[58' 16'']

Jacques Hogard : De notre adversaire éventuel. On ne cherchait pas à l'avoir comme adversaire. Mais, lui, nous promettait de l'être. Donc, il faut rappeler tout ça parce que les gens racontent

vraiment..., en particulier les journalistes des grands médias aujourd'hui, n'importe quoi sur ces sujets.

[58' 30'']

Nicole : Vous écoutez Radio Courtoisie, « Le Libre Journal des historiens ».

[58' 36'']

Philippe Conrad : Et alors, donc, les...

[58' 37'']

Jacques Hogard : Et alors, pour reprendre, non..., mais le fil de cette question. La suite de l'affaire va être la création de cette zone humanitaire sûre, dans la partie Sud-Ouest du Rwanda, qui a pour objet de stabiliser, d'abord, de sauver les vies tutsi menacées. On va prendre en compte en particulier la protection d'un camp de réfugiés tutsi, à Nyarushishi, dont la Croix-Rouge internationale s'occupait mais n'avait pas évidemment les moyens de le protéger des tueurs hutu et des milices Interahamwe – des milices hutu –, décidées à leur réserver le...

[59' 21'']

Philippe Conrad : Un mauvais sort.

[59' 22'']

Jacques Hogard : Une mort atroce. Mais on va pouvoir sauver ces dizaines de milliers de vies, reconstituer des familles... dispersées, retrouver des gens cachés. Et on va faire ce travail pendant les deux mois qui vont suivre. En même temps, cette zone, elle a un deuxième objet qui est de fixer les populations hutu, de les dissuader de partir en exil au Zaïre pour y mourir parce que... Alors malheureusement, on n'aura pas gain de cause sur toute la ligne. Il y aura quelques centaines de milliers de Hutu qui iront au Zaïre à ce moment-là. Et qui se feront pourchasser par les armées de Kagame dans les années qui vont suivre et qui seront mis à mort dans des conditions atroces. Et ça, c'est la suite de l'histoire. Mais notre travail pendant ces deux mois va consister, en fait, à essayer de remettre un peu d'humanité et de conditions de vie décentes dans une portion de territoire rwandais où tout s'est effondré. Le pouvoir, évidemment. L'administration, bien sûr. Et tout ce qui va avec. On va avoir à faire à des débuts d'épidémie de choléra. On va... Il va falloir donc s'occuper des usines d'épuration d'eau, les remettre en route, avec des spécialistes venant de France, envoyés par le COS, les opérations spéciales, qui vont beaucoup nous aider dans ce domaine. On va rouvrir des dispensaires, des hôpitaux. On va déployer nos moyens propres en santé, l'EMMIR – Elément militaire médical d'intervention rapide –, qui va opérer, qui va soigner. J'ai mon aumônier, le Père Kalka – célèbre aumônier parachutiste –, qui va rouvrir un dispensaire médical, en particulier pour les femmes enceintes à Cyanguu, en allant chercher les médecins, les sages-femmes, les infirmiers, les infirmières et... Bien sûr protégés par l'armée française, pour pouvoir relancer tout ce qui est pour une vie basiquement normale dans un pays dévasté. Voilà. Et c'est ce qui va nous occuper pendant deux mois, jours et nuit. Beaucoup plus la nuit, d'ailleurs, que le jour. Mais aussi le jour [sourire]. Donc on ne va pas beaucoup dormir. Et on va faire de notre mieux. Et si j'ai un résumé à faire de cette opération, c'est le grand respect, la grande estime que j'aie pour l'armée française et pour les soldats français. En particulier les légionnaires mais pas que les légionnaires. J'ai vu à l'œuvre toutes les composantes de l'armée française, qui a été exemplaire. Exemplaire d'humanité, de professionnalisme, de rigueur de générosité, d'engagement. Jour et nuit. Donc, les traîner dans la boue aujourd'hui, je trouve ça infect !

[01 h 02' 13'']

Philippe Conrad : C'est d'autant plus insultant et insupportable.

[01 h 02' 14'']

Jacques Hogard : Et insupportable ! Voilà.

[01 h 02' 16'']

Philippe Conrad : Alors, cette armée française, donc, elle reste sur place de la fin juin jusqu'à la fin de l'été ?

[01 h 02' 22'']

Jacques Hogard : Fin août. 21 août.

[01 h 02' 24'']

Philippe Conrad : Pendant deux mois ?

[01 h 02' 25'']

Jacques Hogard : Pendant deux mois, au Rwanda. C'est la partie Turquoise. En fait, on va se replier... Moi je quitte le Rwanda le 21 août, de mémoire. Et je me replie de l'autre côté, à quelques kilomètres en face, à Bukavu...

[01 h 02' 37'']

Philippe Conrad : A Bukavu dans le Kivu.

[01 h 02' 38'']

Jacques Hogard : Où on va démobiliser nos unités, etc. Et il y aura une opération de désengagement, qui va durer quand même encore deux mois – septembre-octobre –, commandée par le colonel Le Flem, un légionnaire, et qui va avoir pour but de donner tous nos moyens et tous les moyens de démarrer à la MINUAR II. Et en particulier aux unités africaines francophones qui vont constituer le bataillon africain francophone de la MINUAR II, composée majoritairement de Sénégalais et de Tchadiens. Faut en dire un mot parce que nos amis africains... Alors moi, j'ai eu sous mes ordres le détachement tchadien – qui était l'équivalent d'une compagnie, 150 hommes –..., a fait un travail remarquable. Ils se sont très vite adaptés alors que ce sont des Africains complètement déracinés par rapport...

[01 h 03' 25'']

Philippe Conrad : Oui, du..., de la zone sahélienne.

[01 h 03' 27'']

Jacques Hogard : Mais bien entendu [sourire], qui n'ont rien à voir avec cette Afrique-là, mais qui s'y sont adaptés très vite. On avait binômé cette compagnie tchadienne avec une compagnie de légionnaires pendant quelques jours pour leur montrer l'articulation des dispositifs, les processus, les procédés, les modes d'action, etc. Et au bout de quelques jours, le capitaine français commandant la

compagnie binômée me dit : « Ils sont prêts ». Donc, ça m'a permis de redécouper en trois un secteur qui était découpé en deux. Donc, d'y accroître notre efficacité et notre capacité. Et ils ont fait du très bon travail pendant tout le reste de l'opération.

[01 h 04' 07'']

Philippe Conrad : Alors il y a un point qu'il est intéressant de rappeler aussi, c'est qu'on nous parle beaucoup du génocide du printemps 94 qui visait, donc, la minorité tutsi du Rwanda. Mais derrière, il y a eu des massacres d'une ampleur aussi qu'il est peut-être bon de rappeler : c'est-à-dire, toutes ces populations hutu qui se sont repliées au Zaïre, au Kivu, et qui, lors de l'invasion de ce dernier pays par les forces rwandaises en 96, ont été proprement...

[01 h 04' 36'']

Jacques Hogard : Annihilées.

[01 h 04' 37'']

Philippe Conrad : Massacrées de manière systématique en étant refoulées vers la forêt dense vers l'Ouest.

[01 h 04' 44'']

Jacques Hogard : Absolument. Alors, il y a... Là aussi, il faut dire les choses comme elles sont..., c'est très important. Les massacres de Hutu par le FPR vainqueur vont commencer tout de suite, y compris sur le territoire rwandais. Ce qui va évidemment provoquer un mouvement de population énorme vers l'Est..., vers l'Ouest en direction du Zaïre. Et, en particulier, il y a..., alors il y a... On est averti tout de suite ! Je crois que c'est le *Valeurs actuelles* d'août ou septembre 94 – j'ai gardé le numéro – qui en parle le premier. En donnant des noms de lieux, des faits. En fait, l'armée tutsi procède de la manière suivante : on aligne la population hutu les mains liées dans le dos, face contre terre, et on décalotte tout le monde à coup de houe. Ça économise les munitions et c'est plus rapide. Et voilà. Et donc, il y a eu des milliers de victimes innocentes civiles hutu, qui sont tuées parce qu'Hutu. Donc c'est aussi un génocide. Et il faut le dire ! Ça serait du négationnisme que de... renoncer à le dire ! Et qui sont à ce moment-là massacrées dans ces conditions-là, sur le sol rwandais, provoquant cet exode...

[01 h 06' 00'']

Philippe Conrad : Exode... massif.

[01 h 06' 01'']

Jacques Hogard : Que nous allons essayer de freiner au maximum. Et que nous réussirons à freiner en partie. Mais pas totalement. Et..., moi je me souviens du..., de la poussée aux alentours du 17-20 juillet 94 – poussée énorme sur les ponts franchissant la Rusizi, qui est la rivière, dans mon secteur, qui fait la délimitation avec le Zaïre voisin –, l'attitude des Congolais, des Zaïrois, qui ferment la frontière. Je vais voir mon homologue de l'autre côté, je lui dis : « Libérez les ponts ! Libérez les ponts. Vous ne pouvez pas contraindre ces gens à se jeter dans la rivière et à mourir sur place de désespoir et de... Ouvrez la frontière ! ». Donc c'est des camps qui vont s'imposer de..., qui vont se créer de l'autre côté de la frontière. Et ce sont ces camps... Alors bien sûr, on dira, eh bien, parmi eux il y a des génocidaires. Bah, comment voulez-vous faire le tri ? Bon. Et bien sûr on dira après : « Eh bien, c'était l'occasion pour les Forces armées rwandaises défaites de se refaire une santé côté zaïrois et de revenir ». Sauf qu'elles ont été désarmées massivement, si ce n'est par les Français en totalité –

parce qu'on faisait tout ce qu'on pouvait mais on n'était pas nombreux pour faire le travail –, mais au moins par les Zaïrois ! Parce que j'ai vu, moi, le racket incroyable des réfugiés hutu, civils et militaires, de toute nature, opéré par les Zaïrois ! J'ai même une anecdote un peu triste : je vais à la frontière rencontrer mon homologue zaïrois, qui est le colonel Opango qui, à un moment donné, avise deux gendarmes zaïrois, dont il..., qu'il va corriger physiquement, vertement, tout de suite, sous mes yeux ébahis, en revenant vers moi en disant : « Le racket c'est quand même une chose trop sérieuse pour être confiée à de simples gendarmes ». Mais c'est vous dire la..., le système organisé ! Donc, il faut arrêter de dire qu'on a laissé passer les génocidaires pour leur permettre de se refaire, bien armés, bien nourris, bien soignés. C'est un mensonge. Et ces gens-là vont aller crever – parce qu'il n'y a pas d'autres mots – dans ces camps de réfugiés, attaqués dans les années qui vont suivre, en 95-96-97, par l'armée patriotique rwandaise, l'armée de Kagame, qui va les poursuivre sur des dizaines et des centaines de kilomètres. Et..., moi j'ai visité au Congo-Brazzaville, entre Pointe-Noire et Nkayi, dans les années 2002-2003..., j'ai visité un village que les Congolais m'ont présenté comme le village rwandais, qui en fait avait été créé par des survivants, des hommes – les femmes et les enfants et les vieillards étant morts –, par des hommes rwandais qui avaient épousé des Congolaises et qui avaient refait une espèce de petite communauté rwandaise dans ce coin paumé du Congo-Brazzaville. C'est pour vous dire, c'est une épopée ! C'est des... centaines, voire des milliers de kilomètres. Bien sûr que parmi eux, il devait y avoir quelques tueurs.

[01 h 09' 02'']

Philippe Conrad : Oui, des gens...

[01 h 09' 03'']

Jacques Hogard : Et bien sûr aussi qu'il y avait beaucoup de gens qui étaient des honnêtes gens qui fuyaient les autres tueurs. Voilà la vérité.

[01 h 09' 09'']

Philippe Conrad : Alors, nous avons de nombreuses questions, car nos..., le sujet semble passionner nos auditeurs.

[01 h 09' 20'']

Nicole : Alors... : « Bonjour Monsieur. Comment expliquez-vous l'attitude du président de la République vis-à-vis de Kagame et l'élection à la présidence de la francophonie d'une Rwandaise du camp de Monsieur Kagame ? C'est inouï ! ».

[01 h 09' 36'']

Jacques Hogard : Oui, c'est inouï [sourire]. Et c'est même scandaleux ! Alors, « Monsieur Macron, je ne connais rien à l'Afrique » n'a aucune culture particulière du continent africain et encore moins du Rwanda. Il avait 14 ans, il était en train de découvrir la vie, à ce moment-là, quand le génocide rwandais est survenu en 94. Et je pense qu'il est en fait conseillé dans cette affaire par Nicolas Sarkozy. Voilà. Qui le conseille..., qui l'a totalement pris sous sa coupe pour... l'initier aux affaires africaines et en particulier aux affaires rwandaises. Et en fait le but derrière, c'est d'essayer de faire du commerce et de reprendre les activités... Donc, il y a des grands..., il y a des intérêts sonnants et trébuchants derrière tout ça. Nicolas Sarkozy est allé il y a un an, à peu près, au Rwanda présenter le jeune Cyrille Bolloré qui a succédé à Vincent Bolloré, son père, comme président du groupe Bolloré. Et il avait une lettre du Président Macron dans la poche. Et c'était... pour faire du commerce, pour faire des affaires ! Donc aujourd'hui, il y a toute une légende qui se répand sur le Rwanda, modèle de développement économique en Afrique. Bien sûr ! A partir du moment où il pille son voisin et où il

bénéficie d'aides internationales importantes [sourire], il est normal que ça profite au moins à la capitale, à Kigali, et à la fraction du pouvoir « kagamesque ». Mais la réalité, c'est... ça. Alors, dans ce contexte, la francophonie – l'Organisation internationale de la francophonie – qui était présidée par Michaëlle Jean, qui est... une Canadienne, d'ailleurs plus ou moins contestée... pour sa gestion de l'OIF, n'a fait qu'un mandat, contrairement à la tradition. Elle devait en faire deux. Et Macron est intervenu, a plaidé la cause de Louise Mushikiwabo – numéro deux du régime rwandais – auprès de tous les chefs d'Etat africains francophones, auxquels on a imposé cette candidature, finalement, pour qu'elle passe et qu'elle soit la remplaçante de... Alors aujourd'hui, vous avez au siège de la francophonie à Paris un nid d'espions rwandais de la "DMI" – de la Directorate military intelligence, les services secrets de Kagame –, qui est un nid d'espions rwandais à Paris. Voilà [sourire]. Voilà le résultat. Et bien entendu un objectif : tuer la francophonie.

[01 h 11' 56'']

Philippe Conrad : Ouais. Oui, en plus, parce que Kagame, qui a..., qui favorise l'anglais...

[01 h 12' 00'']

Jacques Hogard : Ah bah..., Kagame qui ne parle pas le français, personnellement, n'aime pas beaucoup la France et les Français, on le sait. Il l'a montré depuis pas mal d'années maintenant.

[01 h 12' 08'']

Philippe Conrad : En tout cas, si c'est Monsieur Sarkozy qui est le conseiller en ce domaine, on a tout lieu de s'inquiéter après le brillant bilan de ces équipées libyennes, notamment.

[01 h 12' 16'']

Jacques Hogard : Mais... bien entendu ! Mais bien entendu ! Les catastrophes volent en escadrille comme disait un de ses prédécesseurs.

[01 h 12' 24'']

Philippe Conrad : C'est ça. Ouais [sourire]. Alors je lis moi-même, vous allez comprendre pourquoi, un message : « Grand merci à votre assistante, Monsieur Conrad, qui laisse le temps aux auditeurs de prendre note et qui donne les références des livres dont vous parlez ».

[01 h 12' 39'']

Nicole : Merci ! Merci !

[01 h 12' 40'']

Philippe Conrad : Alors, cet auditeur pose également une question : « Est-ce que l'un des fils de Mitterrand aurait quelque chose à voir peu ou prou avec l'installation des massacres ? ».

[01 h 12' 48'']

Jacques Hogard : Là franchement, je ne crois pas. Je ne défends pas beaucoup Mitterrand et encore moins Jean-Christophe Mitterrand, son fils, alias « Papamadit »...

[01 h 12' 55'']

Philippe Conrad : Alias « Monsieur Afrique », oui [sourire].

[01 h 12' 56'']

Jacques Hogard : Ouais [sourire], « Monsieur Afrique ». Non, je n'ai pas beaucoup de sympathie particulière. Mais je pense que là, on est dans le fantasme. On avait imaginé, même, qu'il avait installé un trafic juteux de drogue dans la forêt de Nyungwe, au Sud-Ouest du Rwanda, qui était dans mon secteur. Je connais bien. Je peux vous dire que la forêt de Nyungwe, oui, on y voit passer des individus à la mine patibulaire, parfois, parce qu'il y a des... Mais aucune exploitation de drogue en forêt de Nyungwe. Il faut arrêter les fantasmes. Ouais.

[01 h 13' 25'']

Philippe Conrad : Alors d'autres questions que je confie à Nicole.

[01 h 13' 26'']

Nicole : Alors c'est un auditeur : « Peut-on dire que ce fût une guerre par procuration entre la France et les USA, plus l'Angleterre, à travers des supplétifs franco-hutu contre les troupes anglo-tutsi ? ».

[01 h 13' 46'']

Jacques Hogard : Si on évoque la partie de 90 à 93, oui, on peut dire ça. Il y a un livre..., un autre livre intéressant qui peut passionner vos..., les auditeurs de Radio Courtoisie : c'est le livre écrit par un personnage... – je ne suis pas toujours d'accord avec lui, mais qui a fait un gros travail de recherche –, qui est Pierre Péan. Et Pierre Péan a écrit un gros livre qui s'appelle *Carnages. L'affrontement des grandes puissances en Afrique Centrale*. C'est un très gros livre, c'est un gros pavé bourré d'informations mais qui traduit tout ça, effectivement.

[01 h 14' 24'']

Nicole : Alors une auditrice nous dit : « N'oubliez pas que les troupes françaises étaient aussi basées dans la République Centrafricaine, dont la capitale est Bangui. Mon fils a fait partie de l'opération Turquoise ».

[01 h 14' 36'']

Jacques Hogard : Oui, bien sûr ! Bien sûr. Il y a des unités, il y a eu une compagnie d'infanterie de marine qui, je crois, est venue de... Centrafrique pour..., comme ça avait été le cas pendant les trois années précédentes, régulièrement. Bien sûr. Tous les réservoirs de troupes françaises en Afrique ont été sollicités pour Turquoise.

[01 h 14' 53'']

Nicole : Et puis alors encore un autre message, d'un auditeur : « Le colonel Hogard rêve quand il croit que la vérité éclatera sur cette affaire. Il oublie la raison d'Etat et l'intérêt commercial immédiat de la France à normaliser les relations avec le régime en place. Cordialement ».

[01 h 15' 13'']

Jacques Hogard : Mais je ne suis pas d'accord ! Parce que la raison d'Etat, justement... Il n'y a aucune raison d'Etat de ne pas dire la vérité et de ne pas la faire éclater sur cette triste affaire. Alors les affaires commerciales, oui, oui, j'en comprends l'importance bien sûr. Mais les gros intérêts sonnants

et trébuchants des... grands groupes multinationaux, ce n'est pas vraiment ma tasse de thé. Donc je pense que la vérité et l'honneur de la France est plus important que tout ça.

[01 h 15' 38'']

Philippe Conrad : Alors...

[01 h 15' 38'']

Nicole : Alors, encore un auditeur : « Le film “La miséricorde de la jungle” n'est pas du tout en l'honneur des envahisseurs rwandais mais bien..., mais bel et bien un plaidoyer et une alerte sur le martyr des populations congolaises du Kasai et du Kivu ». Question.

[01 h 15' 57'']

Jacques Hogard : Du Kivu. Eh bien écoutez, je ne connais pas ce film dont j'ai entendu à peine parler les jours derniers. Je vais m'y intéresser évidemment... Bien sûr.

[01 h 16' 07'']

Philippe Conrad : Alors nous avons aussi un message concernant un épisode bien particulier qui tient à cœur un autre auditeur.

[01 h 16' 15'']

Nicole : Alors : « Bonjour Madame, bonjour Messieurs. Une petite histoire : dans cette région du lac Kivu, qu'est devenue cette mission de sœurs dont un missionnaire, Père blanc, trappiste, décida de sauver les femmes lépreuses, abandonnées aux grands singes dans la forêt, et qui aussi, pour faire vivre cette communauté, monta et fabriqua une fabrique de yaourts à base de vieux moteurs d'avion ? Le Père Cordier, maintenant *ad patres*, était un ancien pilote de chasse et ancien de Sainte-Croix de Neuilly. J'ai eu l'honneur de le recevoir dans ma petite entreprise pour lui apprendre à fabriquer une mousse au chocolat qu'il avait appréciée chez des amis. Je prie pour son âme généreuse et pour cette communauté qui, je l'espère, continue à sortir du malheur cette population martyrisée. Bien courtoisement ». Je cite le prénom : Pierre.

[01 h 17' 13'']

Philippe Conrad : Alors ?

[01 h 17' 14'']

Jacques Hogard : Je ne connais pas le Père Cordier mais j'ai vu beaucoup de religieux et de religieuses européens, français et autres, dans cette région. Et là aussi, on a quand même des raisons d'être fiers de ce que nous sommes, nous Français. Voilà. Donc, je ne connais pas cet exemple particulier mais il ne m'étonne pas du tout.

[01 h 17' 35'']

Philippe Conrad : Il faut rappeler notamment le rôle qu'a joué l'Eglise au Congo Belge, en matière d'éducation, en matière sanitaire également. Cela pendant plusieurs dizaines d'années alors que ce pays, après son indépendance, a sombré dans le chaos.

[01 h 17' 53'']

Jacques Hogard : Non, mais j'ai vu des orphelinats en particulier... C'est poignant. Il y a un jeune député français des Côtes-d'Armor, qui s'appelle Hervé Berville, mais qui est d'origine tutsi, qui vient d'aller d'ailleurs représenter Macron à Kigali pour le 25^{ème}..., les cérémonies du 25^{ème} anniversaire. Ce jeune garçon a été sauvé par un Père blanc..., qui l'a ramené en France, et qui... a provoqué son adoption par une famille bretonne, qui lui a permis de faire de brillantes études et de devenir un des plus jeunes députés de la République française aujourd'hui. Il faut le dire en passant. Je serais ravi d'ailleurs de le voir et de me confronter avec lui. Parce que je pense qu'il est l'objet de beaucoup de désinformation ce jeune député.

[01 h 18' 40'']

Nicole : Vous écoutez Radio Courtoisie, « Le Libre Journal des historiens », dirigé par Philippe Conrad, assisté de Nicole. Et nous avons le bonheur de recevoir le colonel Hogard à propos du Rwanda, 25 ans après. Et je voulais rappeler le titre du livre du colonel : *Les larmes de l'honneur*, Jacques Hogard, *60 jours dans la tourmente du Rwanda*, aux éditions Hugo.

[01 h 19' 06'']

Philippe Conrad : Et alors, la..., toute la campagne de désinformation qui a suivi et qui a visé l'armée française, elle démarre à partir de quel..., elle démarre à partir de quel moment ? Et dans quelles conditions ?

[01 h 19' 23'']

Jacques Hogard : S'il faut résumer les choses, moi je me souviens... J'étais ébahi, parce que j'ai vu..., j'avais fait quelques opérations en Afrique mais je n'avais jamais vu autant de journalistes en même temps au même endroit, y compris dans un coin perdu comme le chef-lieu de mon secteur qui était Cyangugu. Et je me souviens d'avoir – très peu de jours après mon arrivée, on est au tout début du mois de juillet 94 – vu arriver CNN, les grands médias américains et anglo-saxons, etc. Et me demandant si je n'étais pas... : “Are you not shame for what France have done in Rwanda?”. Est-ce que vous n'avez pas honte de ce que la France a fait au Rwanda ? Et moi, je les ai regardés sidéré, sidéré... pour... « Je suis au contraire extrêmement fier de faire ce que nous faisons maintenant et nous allons le faire de notre mieux », etc. Mais cet incident m'a fait comprendre l'importance de cet engrenage, en fait, de désinformation, qui a été... Moi, j'ai fait un article pour le Collège d'enseignement supérieur de l'armée de terre, il y a 10 ans exactement, qui a gardé toute son actualité, sur la désinformation au cas rwandais. Et je me suis basé sur la grille d'analyse de l'excellent Vladimir Volkov – notre regretté Vladimir Volkov, qui est un spécialiste du sujet – et puis des époux Toffler aussi, sociologues américains, pour définir... Et tout y est, en fait. On est... Et l'engrenage, c'est que la France a très mal communiqué. On a... été de très mauvais communicants sur cette opération. Pendant l'opération elle-même, les médias sont plutôt favorables, d'une manière générale. Moi, j'ai tous les articles que j'ai gardés de l'époque. Et puis, vous allez avoir l'action d'un Patrick de Saint-Exupéry, des pages entières – pleines ! – dans *Le Figaro*, dès l'hiver suivant, qui attaque et qui cite, et qui... Et alors, c'est les premières attaques contre... votre serviteur ! On dit que j'ai aidé le gouvernement génocidaire à fuir au Zaïre. Ça, c'en est... des fantasmes abominables, aussi, mais qui persistent, qui durent ! J'ai mon lot de tweets, tous les jours, venant de Kigali, pour m'insulter de la campagne sanglante faite au Rwanda à l'époque et de notre responsabilité dans le génocide, etc. Et tout ça, ça a été repris docilement, journalistes après journalistes, abreuvés à la même source, à la source unique. Et donc, on arrive à une désinformation gigantesque aujourd'hui, où il n'est pas de bon ton de vous dire ce que je vous dis, là ! C'est... J'en tiens pour preuve, même sur des médias comme... Radio Notre-Dame a invité un officier en rupture de bans, qui est un de mes anciens... subordonnés au Rwanda, qui a choisi pour des raisons personnelles, d'insatisfaction de carrière je pense, d'envie de cracher dans la soupe, de soutenir nos... opposants et nos accusateurs [sourire].

[01 h 22' 32'']

Philippe Conrad : Officier largement relayé par *Le Monde*, évidemment !

[01 h 22' 34'']

Jacques Hogard : Alors... Totalemment ! Il s'est vanté récemment dans un colloque d'avoir eu 178 interventions de médias nationaux depuis un an. Bon. Il est intervenu sur Radio Notre-Dame. J'ai demandé à son..., à la personne qui l'avait invité, qui est un grand chroniqueur de Radio Notre-Dame, de pouvoir venir répondre. Je n'ai même pas eu de réponse ! J'ai demandé au *Monde* un droit de réponse, puisqu'il avait sorti quelques articles où j'étais mis personnellement en cause. J'attends toujours ce droit de réponse plus d'un an après ! Je suis obligé de demander en justice un droit de réponse à ces médias pour pouvoir m'exprimer ! C'est abominable, c'est abominable ! C'est... Je ne sais pas quoi vous dire ! Mais vous avez l'impression d'un combat de David contre Goliath, voilà.

[01 h 23' 23'']

Philippe Conrad : C'est-à-dire que tout ce système médiatique est..., s'installe en quelque sorte dans ce mensonge structurel. C'est au service des intérêts que vous avez évoqués tout à l'heure...

[01 h 23' 38'']

Jacques Hogard : Absolument ! Absolument. Derrière, il y a le grand capitalisme, il faut le dire [sourire]. Je suis désolé de faire mal à certains mais c'est la vérité.

[01 h 23' 44'']

Philippe Conrad : Les grandes firmes qui soutiennent ou appuient Kagame, au vu de l'intérêt que présente la région en termes de ressources.

[01 h 23' 53'']

Jacques Hogard : Et on drapé tout ça de droits-de-l'hommisme, de..., etc., etc. Bien sûr ! Mais bien entendu !

[01 h 23' 58'']

Philippe Conrad : Et c'est ce qui explique le fameux non-lieu concernant également l'attentat...

[01 h 24' 02'']

Jacques Hogard : Concernant l'attentat contre l'avion.

[01 h 24' 04'']

Philippe Conrad : Contre l'avion d'Habyarimana.

[01 h 24' 06'']

Jacques Hogard : Absolument ! Et c'est une machine lourde, c'est une machine médiatique lourde ! Mais, là où je ne rêve pas – pour revenir sur notre auditeur [sourire] et sa remarque tout à l'heure –, c'est que c'est un combat pied à pied. Moi, je sais que j'en ai pour toute ma vie. Et jusqu'à mon dernier souffle, « je gueulerai la vérité » comme disait Péguy. Parce que « l'homme qui sait la vérité et

qui ne la gueule pas » – disait Charles Péguy dans le texte – eh bien, c'est un jean-foutre, donc, pour parler directement. Donc, moi je pense que la bataille, elle est considérable, elle est colossale. C'est pour ça que je suis très reconnaissant à Radio Courtoisie de me donner... En un mois, là, j'ai deux occasions de vider mon sac, si je puis dire, sur cette affaire, qui est très frustrante en particulier pour les anciens de Turquoise. Pour l'immense majorité des anciens de Turquoise. Je mets à part ce capitaine et cet adjudant-chef qui se sont fait dévoyer pour des raisons mesquines et obscures. Mais... Et qui est la raison même de la création d'une association, l'association France-Turquoise – qui a un site internet, les auditeurs peuvent aller le consulter –, présidée par mon chef à l'époque, pour lequel j'ai une immense estime, un immense respect, le général Lafourcade, qui est un homme d'une droiture et d'une honnêteté absolue. C'est un officier qui fait honneur à l'armée française. Un général qui fait honneur au corps des officiers généraux de l'armée française, pour lequel je suis parfois sévère. Eh bien, non, là, dans ce cas présent, je dis tout le bien que je pense de lui. Voilà. Et on est contraint, si vous voulez... On hurlera la vérité jusqu'à notre dernière heure...

[01 h 25' 55'']

Philippe Conrad : [Inaudible] une guerre de tranchée à une guerre d'usure !

[01 h 25' 56'']

Jacques Hogard : Mais bien entendu ! Parce qu'on... Parce que c'est trop atroce de voir son pays, son armée trainés dans la boue par des gens qui sont..., dont je demande à voir la réalité de l'œuvre de leur vie. Voilà ! Donc [sourire]...

[01 h 26' 13'']

Philippe Conrad : Et puis..., dont on se demande aussi sur la base de quelle compétence ils viennent porter des jugements ou...

[01 h 26' 20'']

Jacques Hogard : Sans aucune compétence...

[01 h 26' 21'']

Philippe Conrad : Présenter des interprétations des évènements.

[01 h 26' 24'']

Jacques Hogard : Sans aucune compétence. Et ce sont des gens qui sont entrés... On est dans l'émotionnel primaire... La reprise de..., d'accusations extrêmement graves, qui doivent être démontées une par une, de manière scientifique. Bernard Lugan l'a fait dans ses ouvrages. Mais on ne veut pas l'entendre, on ne veut pas l'entendre ! Il est interdit d'antenne, si je puis dire, alors qu'il écrit lui aussi la vérité tous les jours. Et donc, je pense qu'on n'a pas fini ce combat. Voilà.

[01 h 26' 57'']

Philippe Conrad : Oui, je crois que c'est un combat de longue haleine. Mais l'adversaire n'a qu'à bien se tenir parce que vous êtes un habitué de ce genre de cause puisque nous vous avons vu également en première ligne à propos du Kosovo et du sort qui fut réservé à la Serbie il y a donc 20 ans...

[01 h 27' 14'']

Jacques Hogard : 20 ans ! 20 ans, parce que les deux anniversaires tombent à peu près en même temps. Hélas, oui.

[01 h 27' 17'']

Philippe Conrad : L'anniversaire de l'agression otanienne contre la Serbie...

[01 h 27' 21'']

Jacques Hogard : Contre le Kosovo, oui.

[01 h 27' 22'']

Philippe Conrad : En... 1999. Mais on remarque quand même que... Il y a quand même de fortes résistances dans le sens de la défense de la vérité et que ça... concerne des gens finalement assez différents. Autant que je me souvienne, des gens de gauche – comme Henri Emmanuelli par exemple – s'étaient prononcés en faveur de la vérité. Et cela laisse peut-être quelque espoir pour la suite. Eh bien, je vous remercie vivement Jacques Hogard. Je rappelle les titres..., le titre de votre ouvrage *Les larmes de l'honneur. 60 jours dans la tourmente du Rwanda*. Je rappelle aussi l'excellent petit *Que sais-je ?* aux Presses universitaires de France de Filip Reyntjens, *Le génocide des Tutsi du Rwanda*.

[01 h 28' 12'']

Jacques Hogard : Merci beaucoup.

[Générique de l'émission]

[01 h 28' 15'']

Voix masculine : Vous venez d'entendre « Le Libre Journal des historiens », dirigé par Philippe Conrad, assisté de Nicole, diffusé en direct sur Radio Courtoisie de midi à 13 heures 30 et réalisé par Jean-Edouard. N'oubliez pas que Radio Courtoisie est une radio culturelle associative. Afin de sauvegarder une indépendance absolue, Radio Courtoisie refuse toute ressource publicitaire. Radio Courtoisie ne vit que grâce à ses auditeurs. Aidez-nous à demeurer libres. Rendez-vous sur soutenir.radiocourtoisie.fr et accédez à l'ensemble de nos archives à partir de cinq euros par an. Vous pouvez également envoyer votre chèque à Radio Courtoisie, 61 boulevard Murat 75 016 Paris. Si vous le désirez, nous pouvons vous faire parvenir un enregistrement de ce « Libre Journal ». Commandez le CD-Rom pour le prix franc de port de neuf euros, ou six euros seulement si vous êtes adhérent de notre association. Je vous rappelle notre adresse : Radio Courtoisie, 61 boulevard Murat 75 016 Paris.

[Fin de la transcription à 01 h 29' 07'']